

#FEMMES2017 : Compte-rendu des rencontres avec les équipes de campagne des candidats à la primaire de la Belle Alliance Populaire

Introduction

Nous avons rencontré quatre des sept équipes de campagne des candidats à la primaire de la Belle Alliance Populaire :

- **Laura Slimani** et **Hella Kribi-Rodhmane**, porte-paroles de Benoit Hamon, le mercredi 11 janvier 2017
- **Nawel Oumer** et **Lyès Bouhdida-Lasserre**, respectivement candidate aux législatives à Paris et responsable jeunes de Vincent Peillon, le samedi 14 janvier 2017
- **Nessrine Menhaouara**, responsable de l'égalité femmes-hommes de Arnaud Montebourg, le jeudi 19 janvier 2017
- **Cindy Leoni**, co-présidente du comité de soutien de Manuel Valls, le jeudi 19 janvier 2017

Nous souhaitons tout particulièrement remercier toutes les personnes qui nous ont reçus pour la préparation de nos rapports. Les échanges furent très intéressants au sein de chacune des équipes et nous avons beaucoup apprécié l'intérêt porté par les équipes à ce travail de recherche effectué sur les programmes.

De ces rencontres, nous voulions adresser un livrable accessible au plus grand nombre, afin que chacune et chacun des votants à la primaire ce dimanche 22 janvier puisse mettre dans l'urne le candidat le plus engagé pour les droits des femmes.

Nous avons rédigé ce compte-rendu en intégrant plusieurs éléments :

- les propositions des candidats
- l'échange avec les équipes de campagne
- notre avis qualitatif global sur la rencontre et les propositions.

Partagez les rapports #Femmes2017 sur les réseaux sociaux pour permettre au plus grand nombre d'être sensibilisé à la question de l'égalité femmes-hommes pour cette élection présidentielle !

Pour toute remarque, écrivez nous à contact@politiquelles.org

1. Rencontre avec l'équipe de Benoît Hamon – Mercredi 11 janvier 2017

Rencontre le 11 janvier avec **Laura Slimani et Hella Kribi-Romdhane**. La première est l'ancienne présidente des Jeunes socialistes et estime que c'est par le féminisme qu'elle est arrivée en politique ; elle est engagée politiquement à Rouen. La seconde, qui a aussi milité au MJS, est l'ancienne vice-présidente du conseil régional d'Île-de-France, où elle était chargée de la formation sous le mandat de Jean-Paul Huchon ; elle est engagée à Massy. Nos deux interlocutrices insistent d'abord sur le fait que contrairement à d'autres équipes de campagne, il n'y a pas dans l'équipe de Benoît Hamon de personnalité qui se charge spécifiquement des droits des femmes. Elles alimentent cela dit le candidat en notes et un projet sur le sujet est intégré au programme du candidat mais elles considèrent que **l'égalité femmes/hommes est un sujet transversal** à l'économie et aux politiques sociales et qu'il ne peut pas être traité séparément.

Elles présentent le candidat Hamon sous le prisme de la modernité, avec des pratiques nouvelles, à la différence, sous-entendu, des autres candidats. Si elles se félicitent **de progrès réalisés durant le quinquennat** (loi cadre du 4 août 2014 de Najat Vallaud-Belkacem, développement du congé paternel, loi sur la prostitution...), elles **regrettent l'instauration de la loi Travail portée par Myriam El Khomri, qui selon elles précarisent davantage les femmes** ; par ailleurs, **la loi de François Rebsamen de 2013 avec des visées simplificatrices a supprimé des dispositions favorisant l'égalité salariale**. Elles regrettent également le recul du gouvernement sur les ABCD de l'égalité, qui visaient à lutter contre les stéréotypes de genre à l'école.

Le programme de Benoît Hamon s'ancre donc pour elles dans **une lutte contre la précarité** que le système économique actuel engendre ; être féministe induit donc de réformer cela car les femmes doivent souvent jongler entre obligations familiales et professionnelles (d'autant plus pour les mères célibataires), et que trouver une nourrice relève parfois du parcours du combattant. C'est pourquoi, notent-elle, **il propose la création d'un service public de la petite enfance, ce qui serait aussi un gain économique car il permettrait aux femmes d'avoir plus de libertés pour travailler**. Dans la même logique, la mesure phare de Benoît Hamon, **le revenu universel**, permettrait à certaines de pouvoir exercer du travail à temps partiel sans être économiquement précaires.

Laura Slimani et Hella Kribi-Romdhane abordent ensuite la question des violences faites aux femmes et la nécessité de développer les centres d'hébergement d'urgence. D'autre part, notant que des régressions risquent d'arriver avec François Fillon et Marine Le Pen, elles rappellent qu'il est important de **protéger le Planning familial**. Nous nous félicitons donc qu'elles prennent en compte **la nécessité de donner des moyens aux**

organismes de défense de l'égalité femmes/hommes (comme au niveau local, avec par exemple l'Observatoire Hubertine Auclert), en particulier le ministère des Droits des femmes, dont le budget serait doublé grâce aux amendes des partis qui ne respecteraient pas la loi sur la parité aux élections législatives.

Terminant notre entretien sur le sujet du harcèlement, notamment la nécessité de lutter contre le *revenge porn* et le *slut shaming*, **nous salvons l'originalité du programme de Benoît Hamon en matière d'imbrication économie-égalité femmes/hommes, qui prend en compte des problèmes de structure et pas seulement des questions (cela dit on ne peut plus nécessaires) de parité.**

2. Rencontre avec l'équipe de Vincent Peillon – Samedi 14 janvier 2017

Rencontre le 14 janvier avec **Nawel Oumer** et **Lyès Bouhdida-Lasserre**, respectivement conseillère du 11ème arrondissement de Paris et responsable jeunes avec Peillon.

Nawel Oumer est conseillère du 11ème arrondissement depuis 2008 et engagée auprès de Vincent Peillon. Dans le cadre de son mandat elle a étudié la question des violences faites aux Femmes. Elle a déjà abordé le sujet de la place des femmes en politique : comment les femmes font pour trouver leur place dans un milieu militant ? Nawel Oumer a travaillé sur les problématiques des horaires des réunions, des temps de paroles qui sont moindres pour les femmes. Enfin dans le cadre de sa profession d'avocate elle a œuvré pour l'élection de binômes femme-homme au conseil de l'ordre des Avocats.

Durant cette rencontre nous avons pu aborder de nombreuses questions relatives aux droits des femmes et à l'égalité femmes-hommes : place des femmes en politique, lutte contre les stéréotypes de genre et contre le sexisme, place des hommes dans cette lutte, place des partenaires sociaux pour obtenir l'égalité femmes/hommes dans les entreprises. Nous avons discuté des moyens à déployer lors du prochain quinquennat pour obtenir cette égalité à terme. Il apparaît que **Vincent Peillon a une vision qui transcende réellement toutes les strates et sphère de la société**. Il est sur une vision autant horizontale que verticale en terme de moyens à déployer.

Au cours de notre discussion, Nawel Oumer plaide pour un **changement culturel qui doit se faire pour atteindre l'égalité femmes-hommes** et ce changement ne doit pas se faire uniquement auprès des femmes, mais également auprès des hommes.

Nous avons abordé une question qui nous tient très à cœur : en cette fin de quinquennat on trouve beaucoup moins de femmes qu'au début à des postes centraux et régaliens. Nawel Oumer justifie cette absence par la crise qu'a traversé le gouvernement et plus largement la France ces dernières années. **Dans les moments de crise, on tendrait à plus de crispation, et donc plus d'hommes dans les gouvernements.**

Nous abordons ensuite le sujet du ministère des droits des femmes, nous en voulons un de plein droit lors du prochain quinquennat et ne pas rester sur la déception de ces cinq dernières années : un gouvernement de plein droit puis un secrétariat d'Etat et finalement un ministère qui devient celui des « droits des femmes, de la famille et de l'enfance ». Le ministère des droits des femmes est un moyen d'action pour impulser un véritable changement en terme de symbolique. **Nawel Oumer défend la mandature actuelle à ce niveau là, encore une fois : si on ne mettait pas le ministère des droits des femmes avec famille et enfance avec quoi le mettre ?**

Nous parlons ensuite de la lutte contre les stéréotypes de genre. Un travail sur les fonctions traditionnellement attribuées aux femmes doit être fait. Ainsi, Vincent Peillon propose **la création d'un service public de la petite enfance mais également un service public de la fin de vie.**

Dans cette optique, il faut **valoriser la professionnalisation des hommes dans les métiers dits féminins.** Investir dans la petite enfance est une priorité, il faut en faire un sujet prioritaire car il s'agit d'investir dans les citoyens de demain. Il faut replacer la notion d'égalité dans celle de citoyenneté.

Enfin, nous parlons des discussions que Vincent Peillon souhaite relancer s'il est élu avec les partenaires sociaux. Il faut un véritable dialogue avec les partenaires sociaux et dans lesquelles il faudra inclure une discussion sur l'égalité femmes-hommes afin d'atteindre l'égalité dans la sphère professionnelle, ce qui passera notamment par l'égalité salariale. Il faut un dialogue social car l'arsenal législatif existe déjà et les contraintes également (amendes pour les partis qui ne respectent pas la parité). D'après Nawel Oumer **les contraintes déployées pour atteindre l'égalité sont nécessaires mais elles ne sont pas suffisantes, en effet il serait beaucoup plus difficile d'adhérer à une décision quand elle a été prise sous la contrainte alors qu'elle serait mieux acceptée quand elle est prise par adhésion.** La décision serait beaucoup plus pérenne lorsqu'elle est prise par consensus.

Nous avons brièvement abordé la question du revenu universel, que propose Benoit Hamon. Vincent Peillon semble opposé à celui-ci, et dans une optique d'égalité femmes-hommes ce revenu serait d'après lui une mauvaise chose : **pour les familles les plus modestes, il serait une incitation pour les femmes à ne pas travailler** (garde des enfants : coût supplémentaire si elles travaillent, or avec le revenu universel = revenu même sans travailler, donc gain à ne pas travailler car pas de garde d'enfants à payer).

En dernier lieu, Lyès Bouhdida-Lasserre nous indique que Vincent Peillon veut une **réforme constitutionnelle avec notamment pour but de faire inclure dans la constitution le droit à disposer de son corps.**

3. Rencontre avec l'équipe d'Arnaud Montebourg – Jeudi 19 janvier 2017

Rencontre le 19 janvier avec **Nessrine Menhaouara** (conseillère départementale du Val d'Oise, adjointe au maire à Bezons), Yasmine (militante du 18e arrondissement de Paris, membre de la commission égalité femmes-hommes de la fédération PS de Paris) et Raphaël (responsable des jeunes avec Arnaud Montebourg à Paris). Nous avons commencé notre échange en évoquant le parcours et les difficultés d'émerger en politique lorsque l'on est une femme, nos deux interlocutrices nous faisant part de leur expérience, du sexisme qui peut exister dans chaque parti et des changements de mentalité qui ont lieu (par exemple en donnant un temps de parole égal aux femmes et aux hommes dans leurs sections PS, notant que dans les réunions militantes, les premières prennent beaucoup moins la parole que les seconds).

Elles nous ont présenté leur travail pour Arnaud Montebourg, à savoir la création d'ateliers depuis 2016 où étaient débattus plusieurs propositions autour d'une vingtaine de personnes et **où le candidat est intervenu**. Des contraintes d'organisation expliquent que toutes ses propositions n'aient pas été mises en ligne comme les autres candidats dans un projet en bloc, mais déclinés parfois dans des sujets plus transversaux, par exemple au niveau de l'économie. Ainsi, cela ne figurait pas initialement sur son site Internet mais **Arnaud Montebourg propose une parité parfaite dans les assemblées, avec 100 sénateurs tirés au sort (50 hommes et 50 femmes) et des élections par binôme à l'Assemblée nationale, comme aux élections départementales**.

Elles sont revenues également sur plusieurs propositions spécifiques, à savoir lutter contre les violences et l'importance des acteurs socio-éducatifs pour faire évoluer les stéréotypes et les mentalités, **la défiscalisation du télé-travail pour permettre à plus de femmes de pouvoir travailler à distance quand elles ont aussi des obligations familiales contraignantes**, notamment pour les mères célibataires (en s'inspirant des travaux faits par la députée Catherine Coutelle).

Sur le sujet de l'économie, elles insistent sur la nécessité de donner les moyens d'appliquer la loi de 2014 sur l'égalité femmes-hommes, notant son utilité mais rappelant que sa mise en oeuvre est liée à un suivi sur le long terme. Par ailleurs, le candidat du **"Made in France"** veut instaurer sur les commandes publiques par l'État auprès des PME **une clause sociale de respect de l'égalité femmes-hommes**, une politique volontariste d'incitation qui ne serait donc pas seulement axée sur la contrainte. De la même façon, **labelliser des entreprises modèles en matière d'égalité aurait la même vocation de mise en valeur sans uniquement être dans la sanction**. Beaucoup critiqué dans la classe politique, le RSI l'est également par l'équipe d'Arnaud Montebourg qui rappelle qu'il **est en particulier défavorable aux femmes entrepreneurs**.

Le développement de **l'entrepreneuriat féminin** apparaît également pour le candidat comme une nécessité, avec la création d'incubateurs dédiés aux femmes, encore trop peu nombreux aujourd'hui. Au niveau de chaque collectivité, il souhaite enfin le **développement de référents qui seraient imbriqués dans un réseau national, empêchant ainsi que chaque commune délaisse le sujet de l'égalité.**

Sur les sujets de société, elles évoquent la position favorable d'Arnaud Montebourg à la **PMA pour toutes et son opposition à la GPA**. Elles rappellent enfin l'intérêt du candidat pour prendre en compte **la dimension de territoire dans le combat pour l'égalité femmes-hommes** et l'imbrication par exemple avec, dans les banlieues ou les villages, le problème posé aux femmes en particulier de se trouver face à des déserts médicaux (ce qui dans le cadre de grossesses peut être dangereux).

Très complet et structuré, le programme d'Arnaud Montebourg nous semble de bon sens, notamment sur sa proposition de binômes paritaires aux élections législatives, que nous défendons à Politiqu'elles depuis longtemps et qui permettrait d'enterrer le fait que les trois quarts des députés sont actuellement des hommes. Comme Benoît Hamon mais de façon plus axée sur le patriotisme économique, Arnaud Montebourg et son équipe nous ont bien fait comprendre l'intérêt de coupler l'analyse d'égalité femmes/hommes avec les mesures en matière de travail. Pour conclure, nous sommes revenus avec son équipe sur les "petites phrases" prononcées par le candidat sur des plateaux de télévision, qui ont été dénoncées dans les médias comme étant sexistes ; **si elles évoquent des "maladresses", elles rappellent l'engagement féministe du candidat, avec pour preuve son programme.**

4. Rencontre avec l'équipe de Manuel Valls – Jeudi 19 janvier

Rencontre avec **Cindy Leoni** le 19 janvier, co-présidente du comité de soutien à Manuel Valls. Cindy Leoni est une militante anti-raciste, ancienne présidente de SOS Racisme. Elle est membre du Conseil Économique, Social et Environnemental depuis 2015.

Cindy Leoni nous a longuement expliqué pourquoi elle s'était engagée pour Manuel Valls et notamment en quoi elle le soutenait pour l'égalité femmes-hommes. Selon elle, Manuel Valls est celui qui se préoccupe réellement de ce que pense et fait la société civile. **Il souhaite un changement réel, notamment sur les questions sous-jacentes à la laïcité en France.** Il faut des interactions et non une opposition entre les actions de la société civile et la sphère politique. **Manuel Valls prend en considération ce qui vient du terrain, il est porté par des convictions et non par l'opportunisme.**

Elle nous explique que son engagement féministe est profondément politique, elle est une militante pour l'égalité. Il faut faire de la politique en dehors des partis. La société civile doit appuyer les politiques et faire un travail de sensibilisation auprès de la société. Ainsi, **Manuel Valls engage tous les responsables politiques à se saisir de la question de l'égalité femmes-hommes.** Chacun doit s'en préoccuper.

Cindy Leoni présente Manuel Valls comme très engagé sur ce terrain. De la sorte, son premier déplacement lorsqu'il s'est mis en campagne a été dans un centre d'accueil pour les femmes victimes de violence.

Cindy Leoni défend l'aspect paritaire des gouvernements lors du quinquennat tandis que nous déplorons à nouveau l'absence des femmes à des fonctions régaliennes. **Les femmes qui sont au pouvoir ne sont pas là pour faire de la figuration, ce sont des femmes de conviction et qui agissent** (elle cite Laurence Rossignol, actuelle ministre des Droits des femmes, à de nombreuses reprises, dont elle est un soutien de longue date).

Nous abordons la question du recul du gouvernement sur les ABCD de l'égalité. Encore une fois Cindy Leoni défend son candidat et son bilan, **ce n'est pas parce que le gouvernement a reculé sur ces ABCD que Manuel Valls ne fera rien pour lutter contre les stéréotypes sexistes s'il est élu.** Manuel Valls parle de **nation éducative** dans son projet, il souhaite inscrire dans le cadre de l'école la notion d'égalité. Cindy Leoni rappelle alors que Monsieur Valls n'était pas le seul décideur de tout quand il était premier ministre.

Nous soulignons un point important pour nous : **nous voulons que des « role model » soient impulsés dans les programmes scolaires et que plus de femmes y soient représentées.** Cindy Leoni nous indique que ce n'est pas parce que Manuel Valls ne l'inclut pas directement dans son projet que cela ne l'intéresse pas, en effet ce serait quelque chose qui irait tellement de soi que ce n'est pas la peine de l'écrire dans un programme et l'absence ne vaut pas omission. **Manuel Valls cite toujours des femmes et des hommes qui ont marqué l'histoire dans ses discours.**

Elle nous dit que la question de l'égalité ne se pose plus comme avant et qu'il s'agit de reconnaître ce qui a été réalisé.

Nous commençons par la suite une **discussion sur la laïcité**, très importante pour Manuel Valls, ainsi que pour Cindy Leoni. Elle mentionne les liens entre **laïcité et féminisme** et nous indique que **ces deux engagements permettent l'accès à ce qu'elle nomme l'émancipation des individus et qui consiste un but à atteindre au delà de la simple égalité femmes-hommes.**

Tout comme l'équipe de Vincent Peillon, Mme Leoni nous dit que **la force de loi ne suffit pas pour accéder à l'égalité dans la sphère professionnelle.** Il faut inciter les entreprises, et cela passe par le **dialogue avec les partenaires sociaux.**

Deux derniers points abordés : Cindy Leoni constate que **la parité est déjà à un bon niveau dans les échelons intermédiaires de pouvoir** et cela permettra demain l'accès des femmes aux plus hautes fonctions.

Enfin, Cindy Leoni nous parle d'un texte écrit par Manuel Valls sur la dignité au travail, en réaction à la fausse couche qu'a fait une caissière à son poste. **Manuel Valls indique vouloir prendre en considération ce qu'est être une femme au travail, prendre en considération la question des grossesses**, il faut **un statut de la femme enceinte** et prise en compte de la grossesse dès son commencement. Il faut aménager les postes de travail pour les femmes et notamment pour les femmes enceintes.

Les rédactrices et rédacteurs de ce rapport :

Fatima EL OUASDI

Présidente de Politiqu'elles - Twitter : @FatiElo

Adrien DELAPORTE

Co-secrétaire de Politiqu'elles – Twitter : @AdrienDLPBR

Edwige GIRARD-CHAUVIN

Co-secrétaire de Politiqu'elles – Twitter : @edwige_grd

Pour nous écrire : contact@politiquelles.org